

RENCONTRE NATIONALE
« pour une Politique en itinérance »
21-22 avril 2006

Les enjeux et le contexte du projet de Politique en itinérance
d'après le Discours d'ouverture par Pierre Gaudreau, président du RSIQ

Je suis fier de constater que le pari que l'on a pris au RSIQ de travailler sur un projet de Politique en itinérance a suscité de l'intérêt, **près de 200 personnes ont participé aux consultations régionales** et plus de 140 personnes sont inscrites aujourd'hui et demain.

Notre projet est ambitieux et nécessaire

Se doter d'une vision commune de ce qu'on veut revendiquer, pour prévenir, soulager, réduire, combattre, éliminer l'itinérance...

L'itinérance a toujours existé, elle existera toujours sous une certaine forme, mais **son ampleur et sa croissance** dans les grands centres urbains et les grandes régions, comme les plus petites villes et régions sont **inacceptables**. De voir au Québec un nombre croissant de personnes, d'hommes, de femmes, de jeunes et de moins jeunes qui vieillissent et meurent prématurément dans la rue est inacceptable.

Quand le gouvernement du Canada reconnaît qu'il y a 150 000 personnes sans-abri au pays, on s'attendrait à beaucoup plus que la reconduction de l'IPAC. Même si on s'est battu pour celle-ci et que la reconduction 2006-2007 constitue une victoire pour notre mouvement.

On s'attend aussi à ce que le gouvernement du Québec se dote de beaucoup plus qu'un Cadre de référence pour orienter ses interventions au niveau du MSSS.

L'itinérance c'est un enjeu de santé et de services sociaux, mais c'est aussi et autant un enjeu de justice, de revenu, de logement, d'éducation, de condition de vie des femmes....

Notre projet est nécessaire parce que, comme le disait la Déclaration *Le Droit de cité*, « *personne ne devrait se retrouver sans abri, sans ressources ni soutien et l'itinérance n'est pas une fatalité* ».

Il y a **différentes actions** en itinérance, toutes nécessaires : refuges, hébergement, travail de rue de milieu, logement social, soutien communautaire, pour **différentes populations**, dans différentes réalités régionales, ce qui donne un cumul de demandes, de moyens, de revendications...

Un contexte pas évident

Notre projet de politique va dans le sens d'un **plus grand partage de la richesse**, il faut convenir d'une chose, on n'est pas très tendance. Présentement, on fait davantage l'éloge de l'accroissement de la richesse et de ses écarts...comme le supra éditorialiste du Soleil et de La Presse, Alain Dubuc, dans son plus récent livre.

Notre projet de politique va dans le sens de plus de réglementation, plus de normes, là aussi la tendance est davantage ailleurs.

Notre projet de politique va dans le sens d'une plus grande solidarité, alors qu'on voit l'intolérance, le *Pas dans ma cour* à la grandeur du Québec. Mais il n'y a pas juste ça. Il y a des Nuits des sans-abri. Il y a 8 000 personnes qui ont signé *Droit de cité*, du monde ordinaire, des élus, des artistes, des médecins. Il y a aussi d'autres tendances, d'autres voix...

L'argent est à Ottawa

Même si notre projet de Politique en itinérance interpelle d'abord le gouvernement du Québec, il ne faut pas oublier de s'adresser au **gouvernement fédéral** compte tenu du contexte.

Le 27 janvier dernier, a été élu un gouvernement conservateur. Sans être la fin du monde, ce n'est pas un contexte très favorable pour les mouvements sociaux. En même temps, dans le dossier **IPAC : la ministre Diane Finley a maintenu l'annonce préélectorale des libéraux de reconduction de l'INSA de 134.8 millions...**

La présence des conservateurs au pouvoir ne doit pas nous empêcher de revendiquer et d'espérer faire des gains. **Surtout que l'argent est là** et ne sert pas souvent aux bonnes choses. Pensons aux baisses d'impôt de 95 milliards \$ que Paul Martin a accordé en l'an 2000. Imaginez ce à quoi cela aurait pu servir. Les surplus sont encore faramineux à Ottawa, **plus de 10 milliards \$ par année.**

Je n'ai pas besoin de convaincre les groupes en itinérance de s'occuper du fédéral, avec des dossiers comme IPAC et le logement social. Mais il faut se rappeler que c'est aussi le cas sur le revenu...L'abolition du Régime d'assurance publique du Canada et les coupures dans les transferts aux provinces ont pavé la voie à des coupures et à des non indexations à l'aide sociale. C'est Québec qui norme et gère l'aide sociale, mais son financement dépend aussi beaucoup d'Ottawa.

Québec : Des fenêtres ouvertes

Au Québec, après trois ans de gouvernement Charest, on se retrouve dans un contexte préélectoral, et arriver avec une Politique et des demandes claires nous positionne bien. Pour aspirer à être réélu, le gouvernement devra fournir des réponses aux problèmes, à nous de lui en suggérer.

D'autant plus que le gouvernement par le biais du MSSS veut se doter d'un Cadre de référence en itinérance. Si les travaux entamés cet hiver, qui reprendront bientôt, visent d'abord à orienter l'intervention du MSSS, les personnes participant au comité aviseur de ces travaux, les 3 représentants du communautaire, mais aussi des personnes de la ville de Montréal, des Agences et de CSSS sont intervenues pour que ce Cadre interpelle aussi les autres ministères. Soyons clairs, ce Cadre que le gouvernement veut se donner ne sera pas notre politique, mais le fait que le gouvernement veuille travailler la question est un élément de contexte positif, et c'est en partie le résultat de notre action.

Le contexte préélectoral dans lequel les partis travailleront leur plate-forme et leurs engagements est aussi une occasion favorable à la promotion de notre Politique.

Villes : Une donne très variable

Les villes n'ont pas les principaux moyens financiers pour agir, mais sont des acteurs importants, que ce soit au niveau de la police, du logement, des permis, etc. Plusieurs villes nient le problème de l'itinérance ou refusent de s'engager dans des actions favorables.

D'autres, comme Montréal, ont une reconnaissance (incontournable) de la question de l'itinérance, mais ont une action très variable soufflant le chaud et le froid : s'engageant activement dans la réalisation de logement social pour SDF, mais laissant le stock de maisons de chambres disparaître. Reconnaissant le besoin d'aider les personnes itinérantes, mais leur collant des milliers de contravention qui les mènent en prison...

Gagner dans ce contexte ?

On ne gagnera pas l'application de notre Politique en l'adoptant, il va falloir se mobiliser pour marquer des points.

Sur certaines questions, le RSIQ pourra agir comme leader, en développant des alliances et des appuis comme on l'a fait (par exemple avec nos campagnes IPAC). Le RSIQ existe parce qu'il est pertinent, a démontré sa capacité d'agir, d'articuler, de représenter. Il n'a pas le monopole de la question de l'itinérance, mais avec ses membres, il représente quelque chose, une voie, un acteur, un outil. On sollicite notre présence, au niveau des gouvernements, mais aussi notre action, au niveau des autres regroupements.

Sur d'autres questions on pourra agir en appui à d'autres mouvements, en laissant le leadership à d'autres pour viser d'abord à accroître le rapport de force. Sur d'autres encore, on pourra agir en développant des alliances de travail avec d'autres mouvements pour porter certaines demandes.

Des exemples de gains

Il faut se souvenir que notre action ne donne des résultats qu'en se mobilisant.

IPAC : On a, à la grandeur du Québec multiplié les actions, les conférences de presse, multiplié les appuis (550 groupes c'est énorme)

Logement social : Le dernier budget du gouvernement du Québec a maintenu un investissement dans le logement social, c'est le seul gouvernement au Canada.

Les maisons d'hébergement pour femmes en difficulté et victimes de violence ont fait des avancées remarquables, fruit d'années de travail.

Contre le *Pas dans ma cour* à Montréal, la mobilisation a fait reculer l'arrondissement Ville-Marie dans sa volonté d'adopter un règlement restreignant le droit des organismes de se localiser là où sont les besoins.

Pourquoi ces gains ou ces avancées ? Des constantes

Une grande demande pertinente, appuyée, claire

Une mobilisation des personnes,

Un regroupement porteur crédible

Une diversité des moyens d'action

Une persistance dans la lutte

On n'a pas tout ça, au RSIQ, on a peu de moyens...mais on a des idées, du monde, un projet de Politique qui est nécessaire.

On va faire des erreurs, ça ne sera pas parfait, **ce sera notre première**. On va se doter d'une plate-forme commune à partir de laquelle on va demander des actions pour prévenir, soulager et réduire l'itinérance.

Il faut garder en tête que ce que l'on votera, on le portera, ce n'est pas juste un mandat qu'on donne à une instance, à un exécutif. **C'est un mandat collectif.**

J'ai confiance parce que vous êtes là, parce que j'ai vu les résultats des rencontres régionales, l'intérêt, les critiques, les amendements, la mobilisation autour du projet. **Et parce qu'on est condamnés à réussir.** Parce que les besoins sont là, parce que, comme le dit *Droit de cité*, « *Personne ne devrait se retrouver sans abri, sans ressources ni soutien et l'itinérance n'est pas une fatalité* ».